



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société ESCALE AUTO de respecter certaines dispositions applicables à ses installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) exploitées sur la commune de Crépy-en-Valois.

LE PREFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement ci-après :

*« les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :*

- 1. les installations de déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes,*
- 2. les carrières,*
- 3. les installations figurant sur la liste prévue à l'article L.515-36,*
- 4. les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone,*

*5. Les installations soumises à autorisation au titre de l'article L.512-2 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L.512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent.*

*La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet » ;*

Vu les dispositions de l'article R.515-37 du code de l'environnement ci-après :

*« En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant en informe le préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. L'agrément est délivré dans les formes prévues par l'article R.512-31 ou R.512-46-22 du code de l'environnement » ;*

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 9 janvier 2006 à la société ESCALE AUTO pour exploiter une installation de stockage et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune de Crépy-en-Valois ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2012, délivré à la société ESCALE AUTO pour son site de Crépy-en-Valois, portant agrément des installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2012 modifiant le classement des installations exploitées par la société ESCALE AUTO sur la commune de Crépy-en-Valois ;

Vu l'arrêté complémentaire du 31 octobre 2014 relatif aux garanties financières pour les activités exploitées par la société ESCALE AUTO sur la commune de Crépy-en-Valois ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 9 décembre 2016 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation à ce jour de la société ESCALE AUTO faisant suite à la transmission du rapport susvisé l'informant de la procédure de mise en demeure envisagée ;

Considérant que l'examen des documents ci-après, obtenus lors de la visite d'inspection du 26 septembre 2016, permet à l'inspecteur de l'environnement d'effectuer les constats suivants :

- l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, extrait au 21 septembre 2012, délivrée par le tribunal de commerce de Compiègne, atteste que le gérant de la société ESCALE AUTO est M. LONGATTE Laurent ;
- l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, extrait au 7 novembre 2014, délivrée par le tribunal de commerce de Compiègne, atteste que le gérant de la société ESCALE AUTO est M. TEPAZ Sylvain Robert Michel ;

Considérant qu'au vu de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, extrait au 7 novembre 2014, délivrée par le tribunal de commerce de Compiègne, M. TEPAZ Sylvain Robert Michel est le nouvel exploitant de la société ESCALE AUTO ;

Considérant que le nouveau gérant, M. TEPAZ Sylvain Robert Michel, n'a pas réalisé le changement d'exploitant suivant les prescriptions des articles R.516-1 et R.515-37 du code de l'environnement susvisés ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux prescriptions des articles R.516-1 et R.515-37 du code de l'environnement susvisés ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ESCALE AUTO de respecter les prescriptions des articles R.516-1 et R.515-37 du code de l'environnement susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société ESCALE AUTO, exploitant une installation de démontage de véhicules hors d'usage (VHU), sise route de Pierrefonds sur la commune de Crépy-en-Valois, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2 et 3 ci-après dont les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 :**

La société ESCALE AUTO est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article R.516-1 du code de l'environnement, en transmettant au préfet de l'Oise, dans un délai de 2 mois, une demande de changement d'exploitant à laquelle sont annexés des documents établissant les capacités techniques et financières et la constitution de garanties financières.

### **ARTICLE 3 :**

La société ESCALE AUTO est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article R.515-37 du code de l'environnement en informant le préfet de l'Oise du changement d'exploitant afférent à l'agrément VHU délivré par arrêté préfectoral du 3 janvier 2012.

**ARTICLE 4 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 5 :**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

**ARTICLE 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Crépy-en-Valois, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **13 JAN. 2017**

Pour le préfet,  
et par délégation,  
le secrétaire général



Blaise GOURTAY

**Destinataires**

**Société ESCALE AUTO**

**M. le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis**

**M. le maire de Crépy-en-Valois**

**M. l'inspecteur de l'environnement**

**s/c de M. le chef de l'unité départementale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France**